

Le 2 décembre 2024

Rapport sur l'expérience de la participation à la conférence de l'ILGA World au Cap, en Afrique du Sud

Par Danni Fitzpatrick

L'Association lesbienne et gay internationale (ILGA) a été fondée en 1978, il y a 46 ans. La section principale, ILGA World, est un organisme international qui participe aux Nations unies dans le cadre de diverses tâches. L'ILGA veille à ce que ses membres, les membres de la communauté 2SLGBTQIA+, soient pris en compte dans le droit international et les aide à faire pression sur leurs gouvernements pour améliorer les droits de la personne. L'ILGA défend également les intérêts des membres de la communauté 2SLGBTQIA+ auprès de la Commission de la condition de la femme et forme ses membres à la défense de leurs intérêts et à l'action militante. L'ILGA reconnaît le rôle des syndicats dans la lutte pour l'égalité et cherche à renforcer la solidarité mondiale.

L'ILGA compte également plusieurs sections régionales. Celles-ci comprennent l'Amérique du Nord et les Caraïbes (NAC), l'Amérique latine et les Caraïbes (LAC), l'Europe, l'Asie, l'Afrique et l'Océanie. Les pays francophones et néerlandophones des Caraïbes sont affiliés à la section Amérique du Nord, tandis que les pays hispanophones des Caraïbes sont affiliés à la section Amérique latine. Les différentes régions organisent leurs propres conférences tous les deux ou trois ans. La conférence de l'ILGA NAC se tiendra à la Barbade en mars 2024 et celle de l'ILGA Europe en Roumanie en octobre 2024. La conférence de l'ILGA Asie se tiendra au Népal en février 2025.

La conférence de l'ILGA World se tient tous les deux ou trois ans, dans un pays différent à chaque fois. Le pays hôte est élu lors de la conférence précédente, en fonction de plusieurs facteurs, dont le parrainage local par des organisations communautaires. La conférence de l'ILGA World de cette année, qui s'est tenue au Cap, en Afrique du Sud, était la 31^e édition et a été accueillie par les organisations Iranti et Gender Dynamix. Iranti est une organisation de défense des droits de la personne basée à Johannesburg, en Afrique du Sud, qui se consacre à la promotion des droits des personnes LBQTI en Afrique. Il s'agit d'une organisation axée sur les femmes, d'où l'acronyme LBQTI : lesbiennes, bisexuels, queers, trans et intersexes. Gender Dynamix est la première organisation d'intérêt public basée en Afrique à se concentrer sur les communautés trans et de genre.

Rapport sur la conférence de l'ILGA World par Danni Fitzpatrick

La conférence de l'ILGA World n'avait pas eu lieu en Afrique depuis 25 ans, puisqu'elle s'était tenue à Johannesburg en 1999. Elle n'a jamais eu lieu dans un autre pays africain. Il est important de le noter, car l'Afrique abrite 27 % de tous les pays et 17 % de la population mondiale. La conférence mondiale de cette année, qui s'est tenue au Cap, a connu la plus forte participation jamais enregistrée à une conférence de l'ILGA, et de loin : plus de 1 400 personnes. Au moins 40 % des participantes et participants venaient de pays africains. Cela s'explique clairement par le fait que le lieu de la conférence la rend plus accessible aux personnes de ces pays. Leur participation à cette conférence est cruciale, notamment parce que la moitié des pays qui criminalisent encore l'homosexualité se trouvent en Afrique.

D'autres conférences récentes de l'ILGA World ont eu lieu à Long Beach (États-Unis) en 2022 et à Wellington (Nouvelle-Zélande) en 2019 (où Unifor a également envoyé des personnes déléguées).

La conférence de l'ILGA World au Cap, en Afrique du Sud, s'est déroulée du 11 au 15 novembre 2024. Elle comprenait deux jours de pré-conférences, de nombreuses sessions éducatives et panels différents, trois jours de conférence principale comprenant des plénières, des assemblées générales et des élections, ainsi qu'une cérémonie de clôture et un gala. Avant le 11 novembre, d'autres sessions éducatives ont eu lieu, probablement destinées aux membres élus du conseil d'administration de l'ILGA. Ces sessions se sont concentrées sur le document C190 de l'OIT.

Premier jour – 11 novembre – Pré-conférence syndicale

La première journée a été entièrement occupée par la pré-conférence syndicale. Cette pré-conférence était organisée et accueillie par le Comité de coordination LGBTI du Council of Global Unions (CGU) et c'était, à ma connaissance, la première fois qu'une pré-conférence syndicale avait lieu lors d'une conférence de l'ILGA. Ce fut, à mon avis, la meilleure partie de la conférence, notamment en raison de son extrême pertinence pour notre délégation. Plus de 100 participantes et participants de syndicats du monde entier, y compris d'autres syndicats canadiens, ont assisté à cette pré-conférence. La pré-conférence a été ouverte par des intervenantes et intervenants de l'UITA, de l'Internationale de l'éducation et de la vice-ministre du ministère sud-africain pour les Femmes, la Jeunesse et les Personnes en situation de handicap, qui a déclaré : « Les syndicats n'existent pas sans les personnes LGBTQI+. »

La première table ronde était consacrée à la lutte contre la réaction anti-LGBTI dans le monde et s'intitulait « Défis et réussites dans le soutien aux droits et à l'égalité des LGBTI au sein du mouvement syndical ». Les intervenantes et intervenants étaient Graeme Reid, expert indépendant des Nations unies, Jordania Urena Lora, Confédération syndicale internationale (CSI), Kim Vance-Mubanga, Égale Canada, et Maddy Northam, Community and Public Sector

Rapport sur la conférence de l'ILGA World par Danni Fitzpatrick

Union (CPSU) Australie. Le panel était modéré par Michelle Mosupye, Federation of Unions of South Africa (FEDUSA) Afrique du Sud. Ce panel a appelé les syndicats à créer des environnements de travail sûrs et exempts de harcèlement, et à reconnaître que le harcèlement cause des dommages psychologiques, ce qui nécessite un soutien adéquat en matière de santé mentale. Maddy Northam a fait remarquer que l'égalité est l'affaire des syndicats, qui ont joué un rôle déterminant dans la lutte pour l'égalité du mariage en Australie en 2017. Maddy Northam note également que l'Internationale des services publics (ISP) a réussi à ajouter une personne observatrice LGBTQI+ à son conseil d'administration.

La deuxième table ronde portait sur la lutte pour les droits et l'égalité des LGBTI dans le Sud. Les intervenantes et intervenants étaient Mbali Sabela, Congress of South-African Trade Unions (COSATU) Afrique du Sud; Joel Simpson, Society Against Sexual Orientation Discrimination (SASOD) Guyane; Gisele Adao, CONTAC Brésil; et Dominador III H Carunungan, Associated Marine Officers' and Seamen's Union of the Philippines (AMOSUP) Philippines. Ce panel était animé par Keturah Johnson, Association of Flight Attendants (AFA-CWA) États-Unis. Ces deux panels ont mis en lumière le rôle important que les syndicats ont historiquement joué dans l'avancement des droits de la personne, et nous ont rappelé que ce rôle n'est pas encore terminé. Il a été noté que les syndicats financent en grande partie le lobbying important auprès des gouvernements et que ce travail nécessite les « 3 M » (*money, mass, mobilization*) soit l'argent, la masse et la mobilisation.

Après le dîner, la pré-conférence s'est poursuivie avec un atelier sur la liberté d'association, la sécurité et la santé au travail, et le droit à un lieu de travail exempt de discrimination. Cet atelier visait à fournir des outils pour soutenir les droits des LGBTI dans le mouvement syndical, et s'est fortement concentré sur la Convention 190 de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui a été adoptée en 2019 et appelle à mettre fin à la violence et au harcèlement dans le monde du travail. Cet atelier comprenait les intervenantes et intervenants suivants : Nina Benjamin, Labour Research Services South Africa; Robin van Rensburg, South-African Commercial Catering and Allied Workers Union (SACCAWU) Afrique du Sud; et Michael Craig, UNISON Royaume-Uni. Il était animé par Michele Kessler, Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce (TUAC) États-Unis. L'un des principaux messages était que l'éducation est essentielle et que la collaboration avec d'autres organisations donne de la force.

Enfin, la pré-conférence s'est terminée par des réflexions et des mesures à prendre en compte lors de la conférence de l'ILGA World, avec une discussion animée par Gina McKay, SCFP Canada, Kimalee Phillip, CTC Canada, Marvellous Tawomhera, Zimbabwean Catering and Hotel Workers Union (ZCHWU) Zimbabwe, et Darienne Flemington, UNISON Royaume-Uni. Kimalee Phillip a fait remarquer qu'Ottawa dévoilerait l'année prochaine un monument commémorant la « purge queer » du Canada, de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 1990.

Rapport sur la conférence de l'ILGA World par Danni Fitzpatrick

Cette pré-conférence a été l'une de ces expériences qui rallument la flamme de la motivation et du militantisme. Il était inspirant d'entendre à quel point les syndicats du monde entier se sont investis dans la lutte pour les droits des 2SLGBTQIA+, d'autant plus que les syndicats ont été historiquement, et sont parfois encore, associés aux personnes très blanches, cisgenres et hétérosexuelles. Néanmoins, comme l'ont souligné en particulier les déléguées et délégués d'UNISON Royaume-Uni, les syndicats se battent depuis des décennies pour les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et trans. L'un des principaux déclencheurs de cette lutte commune a été la grève des mineurs de charbon britanniques en 1980 sous Margaret Thatcher.

Deuxième jour – 12 novembre – Pré-conférence pour les lesbiennes

Chaque jour de la conférence présentait plusieurs choix. Le choix du premier jour était évident. Les choix du deuxième jour sont devenus un peu plus nuancés. La deuxième journée proposait des sessions de pré-conférence sur les thèmes suivants : handicap, trans, bisexuels, jeunes, lesbiennes, travail du sexe, ONU, et le réseau pour l'égalité du Commonwealth. Comme j'étais la seule femme de notre délégation, j'ai choisi la pré-conférence sur les lesbiennes. Il était logique pour nous d'appliquer le principe diviser pour mieux régner, pour ainsi dire. J'ai été agréablement surprise par cette pré-conférence, qui s'est immédiatement ouverte sur la reconnaissance du fait que l'espace n'était pas fermé aux personnes trans ou de sexe différent.

La première session de cette pré-conférence était consacrée à la Coalition mondiale des lesbiennes (GLC). Cette session était modérée par Thuli Mjwara, Southern African Development Community (SADC), et Godiva Akullo, Freedom and Roam Uganda (FARUG). Les intervenants étaient Jean Chong, Asia Feminist LGBTQ Network (AFLN); Zhanar Sekerbayeva, Anora Network; Dragana Todorovic, EL*C; Cristina Gonzalez Hurtado, Latin American and Caribbean Network of Lesbian and Bisexual Women's Organisations (LESLAC); Thato Thinyane, SADC; et Gloria Mutyaba, FARUG. La session a discuté de l'existence « minoritaire » typique des groupes qui se concentrent sur les lesbiennes. Ils ont tendance à être éclipsés par les organisations gérées pour et par les hommes gays. C'est ce qui a conduit à la création de la Coalition mondiale des lesbiennes – un groupe qui vise à étendre la portée et à amplifier la voix des organisations de lesbiennes en les réunissant au-delà des frontières.

L'oratrice que j'ai préférée dans ce panel est Dragana Todorovic, qui travaille avec la communauté lesbienne* d'Asie centrale. Elle a travaillé auparavant avec l'Equal Rights Association et LABRIS, l'organisation serbe de défense des droits des lesbiennes. Elle a parlé avec passion des avantages de la solidarité mondiale et de la coopération pour atteindre des objectifs communs.

La session suivante s'est concentrée principalement sur les « lesbiennes en politique ». Plusieurs excellentes oratrices sont intervenues, notamment Magui Fernandez Valdez, Frente de Todos, Argentine; Zhanar Sekerbayeva, Anora Network, Kazakhstan; Rituparna Borah, Nazariya, Inde; et Jessica Stern, Envoyée spéciale des États-Unis pour la promotion des droits humains des personnes LGBTQI+, États-Unis. La session était animée par Thuli Mjwara, South-African Development

Rapport sur la conférence de l'ILGA World par Danni Fitzpatrick

Community (SADC), Afrique du Sud, et Godiva Akullo, Freedom and Roam Uganda (FARUG), Ouganda. L'oratrice que j'ai préférée dans ce panel est Zhanar Sekerbayeva, qui travaille avec le réseau Anora en Asie centrale. Zhanar a parlé de sa tentative de se présenter à un poste au sein du gouvernement local où elle vit au Kazakhstan, un pays qui n'est pas très bien placé en matière de reconnaissance de l'égalité des droits de la personne. Bien qu'elle n'ait pas été élue, elle a l'intention de retenter sa chance à l'avenir, ce qui est très inspirant pour les femmes queer qui vivent dans des pays où les droits de la personne sont beaucoup mieux reconnus.

Troisième jour – 13 novembre – Plénière d'ouverture et discours principaux

La troisième journée a commencé par la première session de la conférence de l'ILGA World proprement dite. Celle-ci a débuté par les discours des deux organisations hôtes – Iranti et Gender DynamiX. Un message vidéo de Volker Turk, Haut Commissaire des Nations unies aux droits de la personne, a également été diffusé. Il nous a rappelé que nous avons déjà vécu ces moments difficiles, que nous avons déjà rencontré des obstacles similaires et que nous les avons surmontés. La vice-ministre sud-africaine pour les Femmes, la Jeunesse et les Personnes en situation d'handicap, Mmapaseka Steve Emily Letsike, a ensuite prononcé un discours d'ouverture. Mme Letsike est notamment une membre ouvertement lesbienne de l'Assemblée nationale sud-africaine et du Congrès national africain. Avant d'occuper son poste actuel, Mme Letsike était vice-présidente du Conseil national sud-africain sur le sida. Elle a également pris la parole lors de la pré-conférence syndicale du premier jour.

L'oratrice suivante était Mpho Andrea Tutu van Furth, la fille de Desmond Tutu. Elle est prêtre anglican et vit avec sa femme à Amsterdam. Elle a notamment été chassée de l'Église anglicane d'Afrique australe pour avoir épousé une femme, alors que son père avait travaillé sans relâche pour accroître la tolérance et l'inclusion au sein de l'Église. Son père a d'ailleurs déclaré en 2013 qu'il ne « vénérerait jamais un Dieu homophobe ». Tutu van Furth a fait écho aux appels de son père en faveur de la tolérance et de l'inclusion dans un monde qui semble régresser à cet égard. Julia Ehr, directrice exécutive de l'ILGA, a ensuite pris la parole pour rappeler aux participantes et participants le thème de la conférence : « Kwa Umoja », dans l'unité, nous nous levons.

Plus tard dans la matinée, une table ronde s'est tenue sur le thème de la solidarité entre les mouvements : « Faire progresser les droits de la personne dans un contexte mondial ». Alvaro Bermejo, directeur général de Planned Parenthood International; Geeta Misra, directrice exécutive de Creating Resources for Empowerment in Action (CREA); Jordania Urena Lora, secrétaire générale adjointe de la Confédération syndicale internationale; Lydia X.Z. Brown, avocate et militante américaine des droits des personnes handicapées autistes; et Mohsin Hendricks, premier imam et érudit islamique ouvertement gay au monde, originaire d'Afrique du Sud. Ce panel était animé par Luz Elena Aranda, co-secrétaire générale sortante d'ILGA World.

Le moment que j'ai préféré dans cette table ronde est celui où l'imam Mohsin Hendricks a parlé de l'importance du « soin de soi pour l'activiste », rappelant à toutes les personnes que si nous ne prenons pas soin de nous-mêmes, nous ne pouvons pas prendre soin des autres.

Après le diner, il y avait d'autres choix à faire, car plusieurs sessions éducatives et panels différents se déroulaient en même temps. J'ai choisi d'assister à la session sur « l'efficacité de l'Examen périodique universel face aux offensives anti-droits ». Jusqu'à présent, je n'avais pas concentré mon travail ou mon militantisme en dehors de ma province d'origine, la Colombie-Britannique, et cette session m'a donc ouvert les yeux. D'excellents orateurs et oratrices ont parlé de leurs propres efforts pour utiliser l'Examen périodique universel (EPU) afin de faire progresser les droits de la personne dans leur pays. L'EPU est un mécanisme des Nations unies qui permet aux États membres de se soumettre à un audit mutuel tous les quatre ans. Des groupes tels que les organisations de la société civile peuvent déposer des plaintes concernant des transgressions des droits de la personne dans leur pays et, au cours de la période d'examen, des recommandations sont formulées sur la manière dont le pays incriminé peut s'améliorer. Malheureusement, ces recommandations sont facultatives et non contraignantes. Cette session était néanmoins importante car nous assistons à une montée en puissance des sentiments anti-droits dans le monde, y compris dans les pays dits « leaders » tels que les États-Unis et le Canada. Cette session a mis en lumière l'utilisation de l'EPU pour influencer les changements politiques, favoriser les évolutions positives et lutter contre le recul des droits. Il s'agissait d'une des nombreuses sessions visant à doter les participantes et participants des connaissances et des tactiques nécessaires pour renforcer les futurs efforts de défense des droits des LGBTI dans le cadre des Nations unies.

La dernière session du troisième jour imposait de faire un autre choix, qui mettait en lumière un problème lié à la structure de la conférence. J'avais souhaité assister à la session intitulée « Plaider pour l'égalité, la dignité et la liberté : Défis, succès et enseignements dans la quête mondiale des droits des personnes LGBTQIA+ ». Cependant, chaque session s'est vue attribuer une salle différente dans le centre de conférence, certaines grandes et d'autres petites. Les organisatrices et organisateurs n'avaient manifestement pas anticipé la popularité de cette session et l'ont placée dans une petite salle à l'étage, alors qu'il y avait plusieurs grandes salles disponibles au rez-de-chaussée. Par conséquent, la session s'est très vite retrouvée pleine à craquer, et les participantes et participants supplémentaires ont été refusés pour respecter les limites imposées par le code de prévention des incendies. J'ai donc préféré assister à la session intitulée « Dévoiler l'opposition au genre ayant un impact sur les droits des personnes trans et de la diversité de genre ». Cette session s'est concentrée sur le mouvement anti-genre contre les communautés trans et diversifiées. Elle était animée par Global Action for Trans Equality et Transgender Europe. L'accent a été mis sur le rôle des médias sociaux dans la propagation du discours anti-genre et sur les liens avec les groupes religieux anti-LGBTQI. La session s'est

Rapport sur la conférence de l'ILGA World par Danni Fitzpatrick

achevée par un atelier axé sur le partage d'outils et de stratégies pour lutter contre l'opposition anti-genre.

À la fin de la troisième journée, un événement social a eu lieu à L'Ambassador Club, intitulé « Célébration à la salle de bal », qui a mis en lumière l'incroyable histoire de la ville portuaire du Cap au plus fort de l'apartheid. Cet événement était organisé par le Salon Kewpie, une plateforme éducative à l'intersection des archives photographiques et de la culture du bal. Kewpie était une résidente du District Six du Cap, une drag queen et une personne au genre fluide qui préférait les pronoms féminins. Kewpie travaillait comme coiffeuse, et son salon dans le District Six est devenu le centre de la communauté queer et drag queen de l'époque. L'Ambassador Club, première étape pour les marins, les vedettes et les touristes accostant au Cap, était le théâtre de fêtes organisées par les homosexuels locaux, et était fréquenté par Kewpie. C'était le point d'entrée de la culture de la danse de salon, qui se forgeait de l'autre côté de l'océan dans les clubs clandestins de New York. Cet événement a été une façon très amusante et unique de présenter aux participantes et participants internationaux la vibrante histoire queer du Cap.

Quatrième jour – 14 novembre – Construire la solidarité au-delà des identités

La troisième journée a commencé par une autre séance plénière et plusieurs oratrices et orateurs, dont Symmy Larrat, secrétaire aux droits des personnes LGBTQIA+ au ministère brésilien des Droits de la personne et de la Citoyenneté, et Menaka Guruswamy et Arundhati Katju, qui sont un couple de lesbiennes mariées et des avocates à la Cour suprême de l'Inde. Il est important de noter qu'après l'intervention de Guruswamy et Katju, un membre de l'auditoire, également originaire d'Inde, s'est levé pour contester leurs affirmations, ce qui a constitué l'un des rares moments d'émotion de la conférence.

La table ronde suivante a réuni Phyll Opoku-Gyimah, de la UK Black Pride, Artemis Akbary, de l'Organisation LGBTIQ+ d'Afghanistan (ALO), Sabrina Sanchez, de l'Alliance européenne pour les droits des travailleuses et travailleurs du sexe, et Jeff Cagandahan, d'Intersex Philippines. Ce panel était animé par Tuisina Ymania Brown, co-secrétaire générale d'ILGA World. L'intersectionnalité et la promotion de l'inclusion des personnes de toutes les identités au sein de nos communautés et de nos mouvements étaient au cœur de ce débat.

Après cela, d'autres choix étaient à faire. J'ai choisi d'assister à une session sur l'avancement des soins de santé conformes au genre dans les environnements hostiles, suivie d'une session sur la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie, qui est une occasion reconnue internationalement le 17 mai de chaque année. Il a été annoncé que le thème de la Journée en 2025 serait « le pouvoir des communautés ». La session a donné lieu à une activité de remue-méninges sur la manière d'impliquer les gens dans votre communauté pour accroître la sensibilisation à cette journée importante, y compris en exploitant les médias sociaux.

Rapport sur la conférence de l'ILGA World par Danni Fitzpatrick

Enfin, j'ai choisi une session sur « La société civile et les syndicats : Construire une coalition pour lutter contre le mouvement anti-LGBTQIA+ et l'extrême droite ». Cette session a réuni les intervenantes et intervenants suivants : Graeme Reid, expert indépendant des Nations unies sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et le genre; Jordania Urena Lora, secrétaire générale adjointe de la Confédération syndicale internationale; Silomo Cele, directeur d'école et membre du South African Democratic Teachers Union (SADTU); et Yi-Ting Yeh, médecin traitant et membre du Ditmanson Medical Foundation Chiayi Christian Hospital Corporate Union à Taïwan, qui est affilié à l'Internationale des services publics et à l'UNI. Dr Yeh est également directeur exécutif du syndicat des médecins de Taipei. Ce panel était animé par Michele Kessler, secrétaire-trésorière de la section locale 1776 des TUAC et présidente de OUTreach TUAC. Ce panel s'est concentré sur le pouvoir de l'action collective, explorant les moyens de former des partenariats stratégiques et de tirer parti des ressources et de l'expertise pour construire une solidarité dans la lutte contre la haine et la discrimination, tout en promouvant l'inclusion sur le lieu de travail et dans la société. Les panélistes ont souligné les points communs entre les syndicats et d'autres organisations de la société civile, ainsi que la communauté LGBTQIA+, et ont discuté des difficultés uniques auxquelles ils sont confrontés.

À la fin de la quatrième journée, un autre événement social a eu lieu au Zeitz MOCAA, le musée d'art contemporain africain. Ce musée est situé dans le quartier historique de Silo, sur le V&A Waterfront du Cap, et est le plus grand musée d'art contemporain d'Afrique. Il y avait plusieurs expositions différentes, et l'une des plus intéressantes s'intitulait « Un siège à la table ». Cette exposition a été créée par 16 adolescentes et adolescents du club d'art du MOCAA, parrainé par le BMW Centre for Art Education, qui ont passé cinq mois sur le projet, réfléchissant à la diversité, à la communauté et à l'identité. Ces événements sociaux ont été organisés et parrainés par ILGA World afin de mettre en valeur la richesse de l'histoire et de la culture de la ville hôte.

Jour 5 – 15 novembre – Assemblée générale et cérémonie de clôture

Le cinquième jour a commencé par d'autres choix de sessions. J'ai assisté à « Gagner avec fierté : Le recul démocratique et la représentation des LGBTQI+ dans les partis politiques » et « Résistance et renouveau : La santé mentale dans la lutte pour la libération des LGBTQI ».

La première session, « Gagner avec fierté », a été animée par Ari Shaw de l'Institut Williams et a réuni les panélistes Stefano Fabeni de Synergia, Ulrika Westerlund, membre du Parlement du Parti vert suédois, Mateo de la Torre du LGBTQ+ Victory Institute et Kabowd Mensah du National Democratic Institute. Cette session a mis en évidence le lien entre l'érosion des normes et des institutions démocratiques et les efforts de stigmatisation et de persécution des personnes LGBTQI+. Les panélistes ont discuté de la nécessité d'une plus grande représentation politique des personnes LGBTQI+ afin de lutter contre ce recul. La session a

Rapport sur la conférence de l'ILGA World par Danni Fitzpatrick

également mis en lumière une boîte à outils en ligne intitulée « Gagner avec fierté », développée par le NDI et le LGBTQ+ Victory Institute.

La deuxième session, « Résistance et renouveau », a été animée par Leslie Wells de la Fondation Stephen Lewis, et a réuni Arnold Ofoimingu de Sexual Minorities Uganda; Kennedy Olango de Mission for Advocacy & Advisory for Young Generations; Lucien Govaard de Eastern Caribbean Alliance for Diversity & Equality; et Brant Luswata de Icebreakers Uganda. Cette session s'est concentrée sur la manière dont le fait d'être LGBTBQIA+ augmente la prévalence des problèmes de santé mentale tels que la dépression, l'anxiété et les idées suicidaires, et sur les moyens de combattre ces risques par le biais du renforcement des communautés et de la sensibilisation.

La deuxième moitié de la cinquième journée a été consacrée à l'assemblée générale d'ILGA World, au cours de laquelle les membres ont pu voter sur un certain nombre d'amendements aux règlements et aux statuts de l'organisation, élire plusieurs nouveaux membres du conseil d'administration et voter sur le prochain pays d'accueil. Lors d'un vote décisif, l'Argentine a battu la Belgique pour accueillir la prochaine conférence de l'ILGA World en 2026 ou 2027. Dans une démonstration impressionnante d'engagement, la grande majorité des membres votants sont restés présents et mobilisés jusqu'à la fin, malgré un retard de plusieurs heures dû au fait que le nouveau système de vote était entièrement en ligne et que la connexion internet était mise à rude épreuve. Lorsque le vote a finalement pris fin, une cérémonie de clôture diversifiée a eu lieu, visant à souligner une fois de plus le thème de l'unité de la conférence. La conférence de l'ILGA World 2024 s'est achevée à 18 h 26, heure d'Afrique du Sud, le vendredi 15 novembre.

Quelques heures plus tard, j'ai assisté à la soirée de gala de clôture, absolument fabuleuse. L'affluence à la conférence était telle que le gala de clôture ne pouvait accueillir que 900 personnes, si bien que nous avons dû prendre les billets selon le principe du premier arrivé, premier servi. Nous nous sommes assis à une table avec d'autres déléguées et délégués syndicaux canadiens et avons écouté les remarques finales du conseil d'administration de l'ILGA pendant que l'incroyable personnel du centre de conférence servait le dîner. Plus tard, la soirée s'est transformée en une véritable fête dansante.

Conclusion et enseignements à tirer

L'ILGA est un organisme international qui lutte pour les droits des 2SLGBTQIA+ sur la scène mondiale. Les droits des 2SLGBTQIA+ sont décidément absents des principaux instruments internationaux des Nations Unies en matière de droits de la personne. Nous avons des traités sur les droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels, qui mettent fin à la discrimination raciale et à la discrimination à l'égard des femmes, des conventions sur les droits de l'enfant et contre la torture et autres traitements cruels, sur la protection contre les disparitions forcées, et sur les droits des travailleuses et travailleurs migrants et des personnes

Rapport sur la conférence de l'ILGA World par Danni Fitzpatrick

en situation d'handicap. Mais il y a très peu d'organisations qui font le travail que l'ILGA vise à faire : lutter spécifiquement au nom des personnes 2SLGBTQIA+ du monde entier aux Nations Unies pour s'assurer que nous sommes aussi inclus dans le droit international, la réforme des politiques et l'amélioration des droits de la personne. À cet égard, le fait d'être un membre actif de l'ILGA est une affirmation importante de l'engagement d'Unifor en faveur de la justice sociale et de l'égalité pour tous ses membres, y compris ceux de la communauté 2SLGBTQIA+.

Les activités d'ILGA World et d'Unifor se recoupent de plusieurs façons. Il s'agit notamment de la lutte pour un changement de politique, de l'éducation, de la visibilité, de la solidarité mondiale, de la création d'alliances et de la mobilisation de la base.

Le militantisme et la justice sociale sont dans le sang d'Unifor depuis bien avant qu'Unifor n'existe. Les TCA et le SCEP ont été parmi les syndicats les plus avant-gardistes et les plus progressistes de leur époque. Il y a tant d'exemples de cela, y compris les premières luttes et victoires pour que les partenaires de même sexe des membres obtiennent les mêmes droits que les partenaires de sexe opposé. Et comme d'autres unités de justice sociale, tel que le Service de la condition féminine, sont actives sur la scène internationale, il est logique qu'Unifor joue un rôle actif dans ce travail sur le front des 2SLGBTQIA+. En fait, ces deux groupes peuvent accomplir ensemble un travail important. Le Service de la condition féminine fait un excellent travail en soulignant que les femmes trans sont des femmes, mais les liens entre ces groupes ne s'arrêtent pas là.

L'un des principaux enseignements que j'ai tirés de ma participation à cette conférence, d'autant plus qu'elle se tenait en Afrique du Sud, est que les autres pays, les pays en développement, admirent le Canada d'une manière incroyable. Nous sommes leur modèle, ce qu'ils aspirent à devenir. Certaines communautés internationales vont jusqu'à prétendre que nous sommes parfaits. Nous savons que nous en sommes loin, mais cela souligne la nécessité pour nous de ne pas nous arrêter, de ne pas nous contenter de ce que nous avons accompli jusqu'à présent. Lorsque nous savons que d'autres nous observent et que nous savons que nous pouvons faire beaucoup plus, nous devons continuer à travailler plus fort. Après plus de quatre décennies d'existence de l'ILGA, il y a encore plus de 60 pays où le fait d'être queer ou trans est illégal, et nous avons des voisins du premier monde soi-disant démocratiques et progressistes qui régressent rapidement en ce qui concerne les droits des personnes queers et des trans, ainsi que les droits des femmes. Nous ne pouvons pas nous contenter de prétendre que nous sommes assez bons, que nous en avons fait assez. Le monde nous observe littéralement pour fixer la barre, et nous avons récemment vu cette barre glisser.

Aussi stimulante qu'ait été ma participation à la pré-conférence syndicale, je n'ai pu m'empêcher de remarquer l'implication de tant de syndicats, à l'exception du nôtre. Nous sommes un membre cotisant de l'ILGA, mais nous sommes aussi un spectateur discret. En tant

Rapport sur la conférence de l'ILGA World par Danni Fitzpatrick

que plus grand syndicat du secteur privé au Canada, je pense que nous devrions jouer un rôle plus actif sur la scène internationale. J'aimerais qu'Unifor participe à l'organisation et à la facilitation des futures sessions syndicales de l'ILGA en favorisant des relations de travail plus approfondies avec l'organisation. Avec si peu d'organisations luttant pour les droits des 2SLGBTQIA+ sur la scène mondiale, il est impératif de continuer à soutenir le travail de l'ILGA.

En tant que syndicat, nous reconnaissons l'importance de la voie à double sens que constituent les droits accordés par le gouvernement et les droits accordés par le syndicat. Lorsque nous constatons l'absence de droits au niveau gouvernemental, nous les introduisons dans nos conventions collectives et les consacrons au niveau syndical, dans l'espoir que le gouvernement suivra. Et lorsque nous constatons l'absence de droits dans nos conventions collectives, même s'ils existent au niveau gouvernemental, nous négocions toujours ces droits au niveau syndical, de peur qu'un changement de gouvernement ne les supprime soudainement. Et c'est à la suppression de ces droits que nous assistons, en temps réel, avec le changement de gouvernement aux États-Unis et la possibilité très réelle d'un changement de gouvernement chez nous l'année prochaine.

Mais tandis que nous observons notre propre gouvernement vaciller sur les droits fondamentaux de la personne, d'autres nations dans le monde nous observent. Et si notre gouvernement change pour le pire et ne parvient pas à faire respecter ce que nous, Canadiennes et Canadiens, tenons pour acquis, nous ne pouvons pas laisser cela servir d'exemple à nos voisins internationaux. Nous devons être la force qui défend ces droits pour les plus de 300 000 Canadiennes et Canadiens qui ont la chance de faire partie de nos membres. C'est pour cette raison, et bien d'autres encore, que j'espère qu'Unifor continuera à jouer un rôle de plus en plus actif au sein d'organisations mondiales telles que l'ILGA. Ce fut un honneur de constater l'ampleur de ce travail et de cette solidarité à l'échelle mondiale. Le travail de lobbying auprès de notre gouvernement pour obtenir des changements ayant un impact positif sur nos membres n'est pas nouveau pour nous. En tant qu'organisation nationale de la société civile, nous avons le pouvoir d'amplifier ces luttes et de plaider en faveur de changements qui ont un impact positif non seulement sur nos propres membres, mais aussi sur les travailleuses et travailleurs du monde entier. J'espère que, suite à l'envoi d'une délégation à la Conférence mondiale de l'ILGA de cette année, nous poursuivrons les décennies de travail des syndicats qui nous ont précédés et qui sont à nos côtés, en étant un allié vocal et un défenseur de tous les droits de la personne, non seulement dans notre pays, mais aussi dans le monde entier.

L'étincelle de l'inspiration

Au sein d'Unifor, nous avons le pouvoir de créer un espace de dialogue et de collaboration, d'organiser des ateliers, de mettre sur pied des campagnes de sensibilisation. J'ai vu tout ce travail en action dans le passé, et j'espère sincèrement que cette conférence sera un catalyseur

Rapport sur la conférence de l'ILGA World par Danni Fitzpatrick

pour la poursuite et l'expansion de ce travail à l'avenir. Je pense que nous pourrions commencer par ne pas oublier notre histoire, soulignant toutes les victoires monumentales que nos syndicats fondateurs ont obtenues pour les membres 2SLGBTQIA+. Cette démarche s'inspire notamment du travail d'UNISON Royaume-Uni avec LGSM – Lesbians and Gays Support the Miners, dont ils ont parlé lors de la pré-conférence syndicale. Organiser et construire le syndicat pour qu'il soit plus grand, meilleur et plus fort nécessite d'éduquer les personnes qui n'ont aucune idée de ce qu'est Unifor ou de comment il a vu le jour. Une campagne qui explore l'histoire d'Unifor peut contribuer à atteindre cet objectif. Une telle campagne serait bien adaptée au Mois de l'histoire LGBTQ+ en octobre. Ce n'est là qu'une des nombreuses graines que la conférence mondiale de l'ILGA a semées dans mon esprit.

Je remercie sincèrement le Conseil exécutif national de m'avoir donné l'occasion d'être témoin d'un activisme aussi incroyable sur la scène mondiale, et d'être ainsi inspirée et encouragée à poursuivre mon propre travail ici, dans mon pays.

Soumis par Danni Fitzpatrick, section locale 111, présidente du comité Fierté du Conseil de la région de la Colombie-Britannique